

Le racket NewsGuard : La vérification des faits, offerte par Big Pharma



[Source : childrenshealthdefense.org]

NewsGuard, une organisation de vérification des faits à but lucratif soutenue par Big Pharma, Big Tech, le syndicat des enseignants et le gouvernement américain, s'est érigée en arbitre mondial autoproclamé de ce que sont les informations « dignes de confiance ».

Par Dr. Joseph Mercola

L'histoire en un coup d'œil :

- NewsGuard est une organisation de vérification des faits à but lucratif soutenue par les grandes sociétés pharmaceutiques et technologiques, le syndicat des enseignants et le gouvernement américain.
- NewsGuard s'est autoproclamé arbitre mondial des informations « dignes de confiance » sur la base de neuf facteurs de « crédibilité et de transparence », pour les informations consultées sur des appareils électroniques privés, dans les écoles et dans les bibliothèques publiques. Sa véritable raison d'être est cependant de mettre en faillite les sites de médias alternatifs en faisant fuir les annonceurs.
- Fin octobre, Consortium News a poursuivi NewsGuard et le gouvernement américain pour diffamation et violation du premier amendement, arguant que l'organisme de vérification des faits était de connivence avec les services de renseignement américains pour supprimer les opinions divergentes en matière de politique étrangère.
- NewsGuard a qualifié Consortium News d'organisation médiatique « anti-américaine », bien qu'il n'ait critiqué que six de ses plus de 20 000 articles et aucune de ses vidéos.
- L'un des PDG de NewsGuard, Louis Gordon Crovitz, est membre du Council on Foreign Relations (CFR), un acteur clé de la Grande Réinitialisation. Depuis sa création, le CFR a pour objectif de saper la souveraineté et l'indépendance nationale des États-Unis afin

d'instaurer un gouvernement mondial unique et tout-puissant.

Dans la vidéo ci-dessous, Marissa Streit, PDG de PragerU, s'intéresse à NewsGuard, un organisme de vérification des faits à but lucratif soutenu par Big Pharma, Big Tech, le syndicat des enseignants et le gouvernement américain.

NewsGuard s'est autoproclamé arbitre mondial des informations « dignes de confiance » sur la base de neuf facteurs de « crédibilité et de transparence », pour les informations consultées sur des appareils électroniques privés, dans les écoles et dans les bibliothèques publiques.

Le démarrage de NewsGuard, qui a coûté 6 millions de dollars, a été financé en partie par le groupe Publicis, l'une des plus grandes sociétés de relations publiques au monde. Nombre des plus grandes entreprises pharmaceutiques font appel à leurs services, et le conseil d'administration de Publicis Health se compose également d'un groupe de personnalités de premier plan ayant des antécédents ou des affiliations dans le secteur des grandes entreprises pharmaceutiques. J'ai détaillé ces liens dans mon article du 5 octobre 2021 intitulé « The Web of Players Trying to Silence Truth » (La toile des acteurs qui tentent de faire taire la vérité).

NewsGuard censure la vérité, pas les fausses nouvelles

Au printemps 2020, NewsGuard a classé mercola.com dans la catégorie des « fake news » parce que nous avons signalé que le virus du SRAS-CoV-2 avait potentiellement fui du laboratoire de niveau de biosécurité 4 de la ville de Wuhan, en Chine, épicentre de l'épidémie de COVID-19.

Un an plus tard, le Congrès américain a lancé une enquête pour explorer la théorie de l'accident de laboratoire après qu'il est apparu que les National Institutes of Health avaient financé des recherches sur les coronavirus de chauve-souris à l'Institut de virologie de Wuhan.

Il est intéressant de noter qu'un rapport de CNN daté du 16 avril 2020 a révélé que la censure des articles mentionnant la possibilité que le SRAS-CoV-2 ait pu s'échapper de l'installation de niveau de biosécurité 4 de Wuhan semble être dirigée par la Chine, ce qui signifie que NewsGuard a protégé de manière fonctionnelle les intérêts chinois.

[Note de Joseph : l'affaire du supposé virus échappé d'un labo n'a pas plus de justification scientifique que celle de son échappement d'un pangolin ou d'une chauve-souris. Ce n'est qu'un écran de fumée destiné à maintenir vivante la croyance en l'existence de méchants virus en dépit du fait que l'hypothèse virale a été réfutée il y a déjà sept décennies. Voir notamment C'est l'heure du conte « Gain de Fiction »* avec RFK Jr. et ses amis ! et Un adieu à la virologie dans le dossier Vaccins et virus. La science véritable évolue par la remise en question permanente de ses théories, mais quand une hypothèse prétendument scientifique devient indiscutable, elle relève désormais de l'ordre des croyances religieuses. Il y a longtemps que la virologie n'est plus une science, car notamment les expériences de contrôle indispensables à la démonstration scientifique ne sont jamais effectuées par les virologues. À la place, ils pratiquent des rituels relevant de mauvaise cuisine, comme la prétendue « culture » virale.]

Comme le note Streit, si vous êtes une société à but lucratif payée par Big Pharma, dans quelle mesure pouvez-vous être neutre et impartial lorsque vous vérifiez les faits des articles qui critiquent l'industrie ? Il est bien connu que celui qui tient les cordons de la bourse a beaucoup d'influence.

Le racket de NewsGuard

Selon M. Streit, la plupart des employés de NewsGuard sont également des « activistes de gauche » qui ne supportent pas les médias non libéraux comme PragerU, The Daily Wire, The Federalist et Breitbart.

Elle explique correctement comment fonctionne leur petit jeu d'« enquête impartiale ». Tout d'abord, ils vous envoient un courrier électronique contenant une liste de questions accusatrices sur un sujet brûlant que vous avez abordé sur votre site.

Si vous répondez, ils ignorent vos réponses et vous envoient une nouvelle liste de questions. Si vous ne répondez pas, vous avez confirmé à leurs yeux que vous n'êtes pas une source fiable.

« Pile ils gagnent, face vous perdez », dit Streit.

Quelle que soit l'approche utilisée, NewsGuard apposera une étiquette « fake news » sur votre site afin de faire fuir les lecteurs et de dire aux agences de publicité et aux grandes entreprises de se tenir à l'écart et de placer leur budget publicitaire ailleurs.

Comme le fait remarquer Mme Streit, pour les organes de presse qui ont besoin d'annonceurs pour rester à flot, « cela peut coûter très cher, très vite ». Les entreprises peuvent facilement être acculées à la faillite de cette manière, et « bien sûr, c'est ce qui est prévu », dit-elle.

NewsGuard sert également de pare-feu pour protéger les grandes entreprises technologiques contre les accusations de censure.

Lorsque des sources conservatrices affirment que les grandes entreprises technologiques censurent leurs opinions, celles-ci se contentent de répondre : « Nous n'avons porté aucun jugement. Nous avons engagé un vérificateur de faits tiers qui nous a dit que cette histoire, ou ce site web, n'était pas digne de confiance ».

« En bref, NewsGuard leur permet de censurer la parole sans laisser d'empreintes digitales », explique M. Streit.

NewsGuard poursuivi en justice pour avoir supprimé des opinions divergentes en matière de politique étrangère

N'oublions pas non plus que le gouvernement américain sponsorise NewsGuard. Le ministère américain de la Défense a versé 750 000 dollars à NewsGuard « pour surveiller les tendances en matière de "désinformation" en ligne », « ce qui est une façon orwellienne de dire "les informations que le ministère de la Défense n'aime pas" », explique M. Streit.

Exemple : fin octobre, Consortium News a poursuivi NewsGuard et le gouvernement américain pour diffamation et violation du premier amendement, arguant que le vérificateur de faits était de connivence avec les services de renseignement américains pour supprimer les opinions divergentes en matière de politique étrangère.

Comme l'a rapporté Consortium News le 23 octobre :

« Le gouvernement des États-Unis et le "chien de garde" de l'Internet NewsGuard Technologies, Inc. ont été poursuivis aujourd'hui devant le tribunal fédéral de Manhattan pour violation du premier amendement et diffamation par le Consortium for Independent Journalism, une organisation à but non lucratif qui publie Consortium News.

La plainte déposée par Consortium News accuse le Cyber Command du Pentagone, un élément de l'Intelligence Community, d'avoir passé un contrat avec NewsGuard pour identifier, rapporter et restreindre le discours des médias américains qui s'opposent aux positions officielles des États-Unis en matière de politique étrangère.

Dans le cadre de son contrat avec le Pentagone, NewsGuard "agit conjointement ou de concert avec les États-Unis pour contraindre les organismes de presse à modifier leurs points de vue" sur l'Ukraine, la Russie et la Syrie, imposant une forme de "censure et de répression des points de vue" qui diffèrent ou s'opposent aux politiques des États-Unis et de leurs alliés...

Lorsque des groupes de médias sont condamnés par le gouvernement comme

étant “anti-américains” et sont accusés de publier du “faux contenu” parce qu’ils ne sont pas d’accord avec les politiques américaines, le résultat est l’autocensure et la destruction du débat public prévu par le premier amendement », a déclaré Bruce Afran, l’avocat de Consortium News. »

Selon la plainte, NewsGuard utilise un logiciel pour marquer les sites ciblés avec des étiquettes d’avertissement qui décrivent le contenu comme étant de la « désinformation » ou du « faux contenu ».

Dans le cas de Consortium News, son site a été qualifié d’organisation médiatique « anti-américaine », bien que NewsGuard n’ait critiqué que six de ses plus de 20 000 articles et aucune de ses vidéos.

Selon Consortium News :

« La plainte demande une injonction permanente déclarant le programme conjoint inconstitutionnel, interdisant au gouvernement et à NewsGuard de poursuivre de telles pratiques et plus de 13 millions de dollars de dommages et intérêts pour diffamation et violation des droits civils. »

Le gouvernement américain a également été pris en flagrant délit de financement du Global Disinformation Index (GDI), aujourd’hui discrédité, qui ciblait sélectivement les médias conservateurs et non libéraux.

Selon le Washington Examiner, le GDI a envoyé des listes noires à des sociétés de publicité « dans le but de défrayer et de fermer des sites web qui colportent de la prétendue “désinformation”. »

NewsGuard a pour mission de réduire au silence les médias alternatifs

L’opération Mockingbird de la CIA a été officiellement annulée en 1976, mais cela ne signifie pas que son contrôle sur les médias a pris fin.

Si les trois dernières années nous ont montré quelque chose, c’est que tous les grands médias sont désormais totalement contrôlés.

Si vous voulez avoir une opinion différente de celle qui prévaut, vous devez rechercher des sources d’information indépendantes, et ce sont ces sources que NewsGuard tente de détruire.

Caitlin Johnstone a abordé cette question dans un article de janvier 2019 :

« Un rapport diffusé dans les médias grand public par des fonctionnaires anonymes des services de renseignement en septembre affirmait que des employés du gouvernement américain à Cuba avaient subi des lésions cérébrales semblables à des commotions cérébrales après avoir entendu des bruits étranges dans des maisons et des hôtels, le coupable le plus probable étant des “micro-ondes sophistiquées ou un autre type d’arme électromagnétique” en provenance de Russie.

L’enregistrement d’une de ces attaques hautement sophistiquées a été analysé par des scientifiques et s’est avéré être l’appel à l’accouplement du grillon mâle à queue courte des Indes... L’histoire réelle, débarrassée de l’hyperventilation et de la panique russe, est que des employés du gouvernement ont entendu des grillons à Cuba...

Ce n’est que le dernier épisode d’une longue série de terribles débâcles dans les médias de masse, les journalistes désireux de démontrer leur fidélité inconditionnelle à l’empire centralisé des États-Unis s’empressant de rapporter toute histoire qui donne une mauvaise image de la Russie, sans faire preuve de la diligence nécessaire.

Les seules voix qui ont remis en question le récit russe de l’establishment [...] sont celles que les médias de masse refusent de diffuser. Les médias alternatifs sont les seules grandes plateformes de dissidence par rapport aux récits autorisés de la classe politique/médiatique détenue par les ploutocrates.

Imaginez donc à quel point il serait désastreux que ces derniers bastions du scepticisme et de la responsabilisation du pouvoir soient éliminés du paysage médiatique. C’est exactement ce que tente de faire une organisation douteuse appelée NewsGuard...

Un nouveau rapport de la journaliste Whitney Webb pour MintPress News explique en détail comment NewsGuard s’efforce de cacher et de démonétiser les médias alternatifs comme MintPress. »

Comme le souligne Johnstone, NewsGuard est « dirigé par certains des individus les plus virulemment pro-impérialistes d’Amérique » et « son programme visant à renforcer le contrôle narratif pour le pouvoir en place est clair ».

NewsGuard lié au conseil antiaméricain des relations étrangères

En effet, l’un des PDG de NewsGuard, Louis Gordon Crovitz, est membre du CFR, un acteur clé de la Grande Réinitialisation.

Le CFR est financé en partie par les fondations Gates, Rockefeller, Ford et Carnegie, et a influencé la politique étrangère des États-Unis depuis sa création il y a 95 ans.

Presque tous les secrétaires américains à la défense ont été membres à vie, de même que la plupart des directeurs de la CIA. Cela revêt une importance cruciale, étant donné que l'objectif du CFR, depuis le début, est d'instaurer un gouvernement totalitaire à l'échelle mondiale, un Nouvel Ordre Mondial avec un pouvoir global du haut vers le bas.

« Depuis sa création, l'objectif du CFR est de saper la souveraineté et l'indépendance nationale des États-Unis afin d'instaurer un gouvernement mondial unique et tout-puissant. »

En 1950, le fils de l'un des fondateurs du CFR, James Warburg, a déclaré devant la commission sénatoriale des affaires étrangères : « Nous aurons un gouvernement mondial, que cela vous plaise ou non – par la conquête ou par le consentement ». De même, en 1975, l'amiral Chester Ward, un initié du CFR, a écrit que l'objectif du CFR était de « submerger la souveraineté et l'indépendance nationale des États-Unis dans un gouvernement mondial tout-puissant ».

Selon Ward, le désir de « renoncer à la souveraineté et à l'indépendance des États-Unis est omniprésent chez la plupart de ses membres » et « dans tout le lexique du CFR, il n'y a pas de terme de répulsion qui ait une signification aussi profonde que "l'Amérique d'abord". »

En gardant à l'esprit le dernier commentaire de Ward, publié en 1975, il est intéressant de contempler qui s'est opposé au programme « America First » du président Trump, et pourquoi.

De nombreux Américains, même s'ils n'aiment pas ou ne soutiennent pas Trump personnellement, s'accordent à dire que s'occuper de l'Amérique et des intérêts des Américains en premier est une décision rationnelle pour tout dirigeant, et ils ont eu du mal à comprendre comment une politique anti-America First peut être bonne pour la nation.

Ward nous donne la réponse. Ceux qui s'opposent à la politique de « l'Amérique d'abord » le font parce qu'ils travaillent pour le compte d'un réseau qui cherche à éliminer le nationalisme.

L'idée d'un gouvernement menant une guerre contre ses propres citoyens semble totalement irrationnelle et inexplicable – jusqu'à ce que l'on réalise que le CFR contrôle les relations étrangères des États-Unis depuis près d'un siècle, et que son objectif principal a toujours été de saper la souveraineté des États-Unis et de favoriser la création d'un gouvernement mondial unique.

Le comité consultatif de NewsGuard compte également de nombreux membres de groupes de réflexion néoconservateurs, dont Tom Ridge (secrétaire à la sécurité intérieure de George W. Bush), Michael Hayden (un initié de la communauté du renseignement) et Richard Stengel (sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique et aux affaires publiques d'Obama et ancien rédacteur en

chef de Time Magazine).

Fait révélateur, Stengel a déclaré publiquement qu'il soutenait l'utilisation de la propagande intérieure contre les citoyens américains.

Comme le note Johnstone :

« Celui qui contrôle la narration contrôle le monde. Le désir du pouvoir en place de réglementer l'accès des gens à l'information est si désespéré qu'il est devenu aussi maladroit qu'un adolescent tripotant son rendez-vous sur la banquette arrière d'une voiture, et c'est à peu près aussi agréable.

Ils ne cachent même plus leur désir de contrôler nos esprits, alors il ne devrait pas être trop difficile d'éveiller tout le monde à leurs manipulations. Nous devons utiliser chaque centimètre de notre capacité à communiquer les uns avec les autres avant qu'elle ne s'éteigne pour de bon. »

« Middleware » – Le dernier plan en date pour mettre fin à la liberté d'expression

The "Middleware" Plan To Restructure The Censorship Industry

1. Middleware = 'censorship as a service' orgs
2. Morphing from top-down to middle-out
3. Regs + middleware = disinfo compliance market
pic.twitter.com/LDPqH72HrD

– Mike Benz (@MikeBenzCyber) August 1, 2023

Dans une vidéo publiée le 1er août sur Twitter/X, Mike Benz, directeur exécutif de la Fondation pour la liberté en ligne, a présenté la dernière stratégie en date dans le cadre des efforts déployés à l'échelle mondiale pour mettre fin à la liberté d'expression. Elle s'appelle « middleware ». Ce terme désigne les organisations de censure tierces, telles que NewsGuard.

En bref, ils tentent de restructurer le secteur de la censure « en passant d'un modèle gouvernemental descendant » à un « modèle intermédiaire concurrentiel » dans lequel la « curation de contenu » (lire censure) est simplement externalisée auprès d'organisations tierces.

De cette manière, un marché « légal » de la désinformation est créé tandis que le gouvernement peut prétendre qu'il n'a rien à voir avec le contrôle de l'information.

Fondamentalement, nous assistons à l'émergence d'une censure d'entreprise organisée à l'échelle mondiale. Bien entendu, l'intelligence artificielle sera également utilisée à plus grande échelle pour « identifier et ralentir la diffusion de contenus erronés et nuisibles ».

NewsGuard travaillerait également avec l'Union européenne sur un nouveau « code de désinformation » afin de faire respecter les nouvelles normes mondiales de la Commission européenne, qui obligent les marques et les sociétés de technologie publicitaire à empêcher la publicité sur les sites qui publient de « fausses informations ».

Une fois de plus, il s'agit de fermer les médias alternatifs en les privant de revenus publicitaires.

Fin octobre, Elon Musk, propriétaire de Twitter, rebaptisé X, a qualifié les évaluations de NewsGuard d'« escroquerie », déclarant qu'elles devraient être « dissoutes immédiatement ».

La déclaration de M. Musk fait suite à des messages de M. Benz et de Tim Pool, PDG de Timcast News, qui a déclaré que NewsGuard avait rétrogradé son site « parce que nous avons publié cinq articles sur près de 5 000 qui citaient M. Trump ».

Ils ont prétendu qu'il était irresponsable de rapporter les déclarations de M. Trump parce que nous devrions plutôt vérifier ses faits et que M. Trump avait tort. Ils prétendent maintenant que nous ne corrigeons pas les erreurs parce que nous n'avons pas répondu à leurs fausses affirmations le mois dernier ».

Elon, here's more info on NewsGuard's origins. The military, intelligence & EU push for NewsGuard came from fear, after 2016 Brexit/Trump, that populist parties would win flood of EU elections & undercut NATO

so the transatlantic national security state struck back w/ NewsGuard
<https://t.co/gnXACUdyP8> pic.twitter.com/hNVyWehzR3

– Mike Benz (@MikeBenzCyber) October 24, 2023

Ce que vous pouvez faire pour mettre fin à ces abus

En fin de compte, NewsGuard n'est qu'une entreprise de plus destinée à protéger l'alliance mondialiste de gouvernements et d'entreprises privées qui tentent de mettre en place un régime totalitaire de gouvernement mondial unique.

Pour ce faire, ils discréditent et éliminent les concurrents et les analystes indésirables qui vous fournissent des informations allant à l'encontre du discours officiel.

Pour en savoir plus sur NewsGuard, lisez mon précédent article intitulé « NewsGuard, la nouvelle police de la pensée, appartient à Big Pharma ».

Si vous êtes aussi troublé que moi par cette censure croissante, n'hésitez pas à contacter votre bibliothèque locale dès aujourd'hui pour savoir si elle utilise NewsGuard.

Si c'est le cas, demandez-leur s'ils sont au courant de la censure de NewsGuard sur les informations véridiques, qui empiète désormais sur la liberté scientifique et menace les racines mêmes de notre démocratie.

Si votre bibliothèque locale utilise NewsGuard, lancez une campagne pour le faire retirer. Prévenez également votre cercle social de l'utilisation de NewsGuard.

Comme le note Streit :

« Si vous ne voulez plus penser par vous-même, NewsGuard vous couvre. Mais si vous voulez penser par vous-même, vous êtes prévenu. Si NewsGuard a mis un drapeau rouge sur une source, tout ce que vous devez savoir, c'est que la gauche ne veut pas que vous la lisiez, la regardiez ou l'entendiez. Et qu'est-ce que cela vous donne envie de faire ? ».

Publié à l'origine par Mercola.